

PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES ACTIONS ET DES MOYENS DE L'ETAT

Arrêté n° 2013.169 - 0042 du 18 JUIN 2013

**OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure
SARL PALAT CARRIERES ET TP
Commune de Saint Hippolyte**

LE PREFET DE L'AVEYRON
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite*

- VU le code de l'environnement, et notamment l'article L. 514-1 qui stipule :
« Lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé » ;
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 93-0400 du 26 février 1993 autorisant la SARL PALAT CARRIERES ET TP à exploiter pour une durée de 30 ans une carrière à ciel ouvert de schistes ardoisiers, au lieu-dit « *Le Coustal* » sur les parcelles n° 386 à 399, 404 à 407, 410, 411, 428 à 430, 432, 436, 437 et 448 à 450 section B, sur le territoire de la commune de SAINT HIPPOLYTE ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 99-825 du 5 mai 1999 relatif à la mise en place des garanties financières pour la carrière de schistes ardoisiers, située au lieu-dit « *Le Coustal* » sur le territoire de la commune de SAINT HIPPOLYTE ;
- VU le phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini dans le dossier de calcul du montant des garanties financières établi en juillet 1998 par la SARL PALAT CARRIERES ET TP ;
- VU l'inspection réalisée sur le site de la carrière de schistes ardoisiers, au lieu-dit « *Le Coustal* » sur le territoire de la commune de SAINT HIPPOLYTE, le 26 juin 2012 et le rapport d'inspection en date du 28 juin 2012 ;
- VU les réponses apportées et documents transmis par l'exploitant le 30 juillet 2012 et le 9 janvier 2013 ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 6 juin 2013 ;
- CONSIDÉRANT que la parcelle n° 466 – section B du territoire de la commune de Saint Hippolyte a été exploitée par la SARL PALAT CARRIERES ET TP, sans qu'il soit procédé à la demande d'autorisation prévue à l'article R.512-2 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT que la SARL PALAT CARRIERES ET TP ne respecte pas le plan de phasage d'exploitation de la carrière 'Le Coustal' et qu'elle n'a pas effectué le porter à connaissance du préfet prévu à l'article R.512-33 du code de l'environnement, en préalable à la réalisation de toute modification notable ;
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 514-1-I du Code de l'Environnement visé ci-dessus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté** de cesser l'exploitation de la zone située Est Nord-Est, hors périmètre d'autorisation, sur la parcelle n° 466 de la commune de SAINT HIPPOLYTE.

ARTICLE 2 :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté** de condamner et d'interdire l'accès aux pistes empruntées par des engins de la carrière et situées sur la parcelle n° 466.

ARTICLE 3 :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté** de procéder au bornage de la parcelle n° 450, conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 93-0400 du 26 février 1993.

ARTICLE 4 :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté** de mettre en place un piquetage délimitant la zone exploitable au niveau de la parcelle n° 450, afin de maintenir l'exploitation à une distance horizontale minimale de 10 mètres en deçà des limites parcellaires autorisées, conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 93-0400 du 26 février 1993.

ARTICLE 5 :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté** de régulariser la situation administrative de la parcelle n° 466 :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions de l'article R.512.2 et suivants du code de l'environnement, si elle envisage la poursuite de l'exploitation.
- soit en procédant à la remise en état de la parcelle n° 466, conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Dans ce cas, l'exploitant précise les mesures qu'il compte prendre pour cette remise en état, notamment pour les pistes empruntées et pour les réaménagements choisis.

ARTICLE 6 :

La SARL PALAT CARRIERES ET TP est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté** de déposer un dossier de mise à jour du phasage d'exploitation et du montant des garanties financières.

ARTICLE 7 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse - 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse CEDEX 7, par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié.

ARTICLE 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aveyron et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera transmise :

- au maire de la commune de SAINT HIPPOLYTE,
- à la SARL PALAT CARRIERES ET TP.

À Rodez, le 18 JUIN 2013

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Cécile LENGLET

